

RAPPORT DU JURY

Secrétaire Administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe normale Concours externe Session 2021

Ce rapport de jury est établi dans un double but :

- D'une part, publier les principales statistiques de la session du concours ;
- D'autre part, pour chacune des épreuves, expliciter les attentes du jury et, à partir des difficultés et des lacunes fréquemment rencontrées chez les candidats, formuler des recommandations à leur égard.

Il est destiné à permettre une meilleure préparation. Il doit être un encouragement pour les candidats.

CALENDRIER DES OPERATIONS

Epreuve écrite d'admissibilité : 21/04/2021 et 22/04/2021

Epreuve orale d'admission : 17 et 18/06/2021

Publication des résultats : 18/06/2021

Nombre de postes offerts : 11

COMPOSITION DU JURY :

Le jury chargé au titre de la session 2021 du concours externe de secrétaire administratif de classe normale était composé comme suit :

Le Président :

M. DROGREY Christian, attaché principal d'administration de l'Etat, collège Auguste Blanqui, Puget-Théniers ;

La Vice-présidente :

Mme LENDREVIE Pascale, attachée principale d'administration de l'Etat au rectorat de l'académie de Nice ;

Membres du jury :

Mme BENOUDA Zoubida, attachée principale d'administration de l'état, université Côte d'Azur ;

M. CHAMEROY Franck, personnel de direction, collège Ségurane, Nice ;

M. GRAZIDE Laurent, personnel de direction, collège Simone Veil, Nice ;

Mme GRONDIN Christelle, personnel de direction, collège Villeneuve, Fréjus ;

M. HUGUES Jean-Michel, attaché principal territorial, Mairie de Drap ;

M. JACQUIN Michael, personnel de direction, Lycée Parc St Jean, Toulon ;
 Mme JOSSE Isabelle, attachée principale d'administration de l'Etat, lycée Janetti, St Maximin la Ste Baume ;
 Mme PASTORELLI Carole, personnel de direction, collège Fabre, Nice ;

Le jury a notamment veillé :

- Aux modalités de correction de l'épreuve écrite d'admission : double correction des copies à partir d'un barème détaillé, à garantir l'égalité de traitement des candidats.
- A la prise en compte des futurs supérieurs hiérarchiques ayant besoin dans les services de professionnels capables de s'adapter à la diversité des missions et à la multiplicité des structures dans lesquelles peut exercer un secrétaire d'administration de classe normale.

LES CANDIDATURES :

Le concours est ouvert aux candidats titulaires d'un baccalauréat ou d'un titre ou diplôme classé au moins au niveau IV, ou d'une qualification reconnue comme équivalente à l'un de ces titres ou diplômes dans les conditions fixées par le décret n°2007-196 du 13 février 2007.

LES STATISTIQUES :

	Inscrits	Présents à l'écrit	Admissibles	Admis
Répartition par genre :	381	133	30	11
Homme, en nombre (et pourcentage)	43 11%	14 11%	4 13%	1 9%
Femme, en nombre (et pourcentage)	338 89%	119 89%	26 87%	10 91%
Répartition par département :				
06	178	89	22	9
83	167	37	8	2
Autres départements	36	7	0	0
Nombre de candidats inscrits	381			
Nombre de candidats admissibles	30			
Seuil d'admissibilité (coef.)	58/100			
Nombre de candidats admis	11			
Seuil d'admission (coef.)	109,57/180			
Nombre de candidats sur liste complémentaire	3			
Seuil d'admission sur liste complémentaire	102,32			

	Cas Pratique	Questions Compta et Finance	Questions Enjeux France Contemp et UE	Questions Gestion Ressources Humaines	Questions Problèmes économiques et sociaux
Nombre de présents	133	18	22	66	21
Nombre d'absents	0	1	0	4	1
Note la plus haute	17,50	17,13	15,50	17	15,25
Note la plus basse	2,50	3,38	6	5,50	6,75
Note moyenne	8,96	10,90	10,90	12,03	10,92
Nbre de notes < 10	82	26			
Nbre de notes > ou = 10	51	101			

• **LES EPREUVES :**

Pour les épreuves écrites 133 candidats ont été présents pour 381 inscrits. Le taux de défection est particulièrement important cette année et peut s'expliquer par le contexte sanitaire.

Le cas pratique de la session 2021, affecté d'un coefficient 3, portait sur une demande du directeur des ressources humaines du ministère de la justice et plaçait les candidats dans le rôle d'un secrétaire d'administration au sein de la direction des ressources humaines. Une grande partie des personnels est en télétravail du fait de la crise sanitaire (COVID 19) et ce contexte a instauré un climat d'anxiété dans les services.

Le directeur vient de prendre son poste et doit prochainement assister à son premier comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT ministériel).

Le directeur vous demande de lui indiquer, dans une note, les éléments suivants :

- Les compétences et le mode de fonctionnement du CHSCT ;
- La prévention : ses acteurs et les outils mis à disposition ;

et de porter à sa connaissance les points de vigilance à observer ainsi que des propositions d'actions qui pourraient être portées à la connaissance du CHSCT.

Le dossier comportait quatre documents pour un total de 22 pages : deux articles de presse, un extrait du guide pratique DGAFP relatif aux organismes de concertation compétents en matière de santé et sécurité au travail et la circulaire du ministère de la justice SG-14-010/SDRHS du 10/06/2014.

Le plan découlait de l'énoncé et les différentes questions pouvaient s'articuler au sein d'un plan avec : dans une première partie, le rôle du CHSCT subdivisée en deux (les compétences du CHSCT, le fonctionnement du CHSCT).

Une deuxième partie relative à la prévention (acteurs de la prévention, outils)

Une troisième partie indiquant les points de vigilance vis-à-vis de l'actualité du bureau et au niveau national, et proposition d'actions/préconisations.

Le sujet permettait aux candidats d'avoir un plan qui se dessinait. Par ailleurs, le dossier, limité en textes législatifs ou réglementaires a eu pour effet de réduire la difficulté de l'exercice de synthèse. Les autres documents, moins techniques (dossiers et articles de presse), complétaient le dossier.

Le barème était divisé en trois parties elles mêmes subdivisées (forme et fond).

82 copies étaient inférieures à la moyenne (la plus basse étant notée 2.5/20) ;

41 copies entre 10 et 13 ;

10 copies étaient situées entre 13 et 17.5 (la meilleure copie a obtenu 17.5/20).

L'épreuve à option d'un coefficient 2 portait sur une matière choisie par le candidat. Elle se répartissait de la manière suivante :

22 copies pour les enjeux de la France contemporaine et l'Union européenne (les notes s'échelonnent de 6 à 15/20) ;

21 copies pour les problèmes économiques et sociaux (notes de 6 à 15/20) ;

66 copies pour la gestion des ressources humaines des organisations (notes de 5 à 17/20) ;

18 copies pour l'option comptabilité finance (notes de 3 à 17/20).

Le seuil d'admission était fixé à 11.5/20. Trente candidats ont été admissibles à l'épreuve orale.

Pour l'épreuve orale d'admission, affectée d'un coefficient 4, le candidat avait un sujet de société à tirer au sort parmi neuf. Le sujet comportait une ou deux questions permettant d'apprécier les qualités personnelles du candidat, son potentiel et son comportement face à une situation concrète. Il bénéficiait d'un temps de préparation de 25 minutes.

- **ERREURS FREQUENTES**

Le sujet n'est pas toujours traité dans sa globalité. Le jury conseille aux candidats de prendre le temps de lire le sujet afin de ne pas se tromper d'interlocuteur, répondre à la problématique et éviter les contresens. Le plan doit être annoncé et suivi. De nombreuses copies ne comportaient pas de conclusion et l'orthographe laisse parfois à désirer ce qui pénalise la note finale. Par ailleurs, il est rappelé aux candidats qu'ils rédigent une note qui doit être claire et précise. Il est en effet regrettable pour un candidat d'avoir sa copie pénalisée pour des surcharges et ratures intempestives.

Pour ce qui concerne l'épreuve orale, des candidats n'ont pas fait l'effort de s'intéresser à leur futur environnement professionnel ce qui est rédhibitoire.

- **CONSEILS AUX CANDIDATS**

Pour ce qui concerne l'écrit, les candidats doivent veiller à l'orthographe et au style. Il s'agit de rédiger une note administrative. De nombreuses copies étaient incomplètes dont malheureusement certaines de bon niveau. Il est donc vivement conseillé aux candidats de s'entraîner à cette épreuve technique en respectant le temps imparti. Ils ont à leur disposition les annales des concours (sujet et corrigé) sur le site de l'académie de Nice. Le choix de l'épreuve à option affectée d'un coefficient 2, est déterminant pour la note finale qui doit être confortée.

Pour ce qui concerne l'oral affecté d'un coefficient 4, il doit permettre d'identifier les qualités et les compétences d'un futur fonctionnaire de catégorie B. Il est regrettable de constater que des candidats ayant exercé en EPLE se présentent sans connaître, a minima, le fonctionnement d'un établissement et plus généralement du ministère au sein duquel ils ont travaillé et pour lequel ils concourent.

Ces lacunes sont révélatrices d'un manque de préparation. Il est conseillé aux candidats de s'intéresser aux sujets d'actualité, aux différentes réformes portant sur l'administration la fonction publique et l'Etat, de connaître l'organisation du système éducatif et l'organisation administrative française. A la question sur les élections départementales un candidat a répondu sérieusement qu'il s'agissait d'élire des députés.

Pour la préparation du concours, la consultation du site internet du ministère et la lecture de la presse constituent un minimum.

Outre les connaissances le jury recherche des personnes capables de se positionner et d'argumenter leur point de vue.

Pour conclure le jury constate le manque de préparation de nombreux candidats pour les épreuves écrites notamment pour la gestion du temps. Pour les questions posées par le jury, dans le cadre de l'épreuve orale, celles-ci ont concerné les différents niveaux d'administration de notre ministère et des questions d'actualité. Il est regrettable que des candidats se présentent à cette ultime épreuve sans avoir pris le soin de la préparer réduisant ainsi drastiquement leurs chances de réussite.

Sans surprise les bons candidats sont ceux qui ont travaillé et ont été capables de s'intéresser à leur futur environnement.

SIGNE

Le président du Jury,

Monsieur Christian DROGREY.